

Baromètre IPSOS / Secours populaire : la précarité depuis la covid-19

30 septembre 2020

Print



Baromètre Ipsos / Secours Populaire 2020 *la précarité depuis la Covid-19*

Les premières conséquences sociales de la crise majeure en cours marquent la 14^e édition du baromètre Ipsos / Secours populaire de la pauvreté (*), alors que 900 000 chômeurs supplémentaires sont attendus par l'Unedic en 2020. Le baromètre enregistre ainsi un recul rare en temps de paix : un Français sur trois a subi une perte de revenus depuis le confinement, même si les dispositifs d'activité partielle et d'arrêts de travail pour garde d'enfants ont servi d'amortisseurs. Les actifs sont les plus exposés (y compris les étudiants contraints de travailler) : plusieurs mois après le déconfinement, 43 % disent avoir perdu une partie de leurs revenus. Et 16 % des répondants enregistrent même une perte qu'ils qualifient d'« *importante* ». C'est le cas d'un tiers des ouvriers et de près d'un quart des personnes au bas de l'échelle des revenus (moins de 1 200 euros nets par mois).

DES MENAGES PLOMBES PAR LA CRISE

Cette parole met en perspective les récits (Gouvernement, Banque de France et autres) présentant les « *ménages comme les agents économiques ayant le mieux traversé la crise* » : la réalité est des plus contrastées. Si près de la moitié des Français – plutôt des hommes, cadres et Franciliens – a mis de l'argent de côté, notamment grâce à une réduction de leur consommation, un tiers n'arrive chaque mois qu'à boucler péniblement son budget ; tandis

que 18 % sont systématiquement à découvert. Au total, ils sont 38 % à avoir déjà connu la pauvreté, un niveau en hausse de 1 point par rapport à 2019. La vie sociale de cette population ne tient qu'à un fil, et ses membres sont toujours plus nombreux.

Ces difficultés se traduisent, pour la première fois, chez les Français par un constat amer : les 1 219 euros du Smic, pour un temps plein mensualisé, ne permettent plus d'échapper à la pauvreté. Ils considèrent qu'une personne seule est pauvre si son revenu est inférieur à 1 228 euros net. Ce seuil subjectif de pauvreté, exprimé par les personnes interrogées chaque année, vient non seulement de dépasser le Smic mais creuse désormais un écart de 165 euros au-dessus du seuil officiel de pauvreté (défini par l'Insee à 60 % du revenu médian).

Le précédent Baromètre Ipsos / SPF avait montré « *une dégradation sans précédent* » des conditions de vie des plus précaires en 2019. Une dégradation alarmante sans doute liée à la baisse des allocations logement, surtout pour les familles monoparentales, la hausse de la CSG, le changement des prestations d'accueil du jeune enfant et la fin des contrats aidés, comme vient de l'analyser l'Insee. Que ce soit sur l'Île de Ré, dans le Val-d'Oise, à Toulouse ou à Gardanne, au bas de l'échelle des revenus, les gens serrent les dents après une saison touristique tardive et le choc de la rentrée.

L'aide alimentaire massive a permis aux personnes aidées de reporter l'essentiel de leurs efforts sur le paiement de leurs loyers, afin de repousser le spectre de l'expulsion et le cauchemar de la rue. Si le rôle positif des associations, dans leur ensemble, est à souligner, l'ajustement du budget repose largement sur le non départ en vacances (57 % de la population n'est pas partie cet été, 26 % faute de moyens) et sur la nourriture. Les privations alimentaires augmentent par rapport à 2018. Elles sont d'abord qualitatives : 29 % se limitent tous les jours sur les fruits et légumes frais et pour 23 % le prix des aliments sains sont tels qu'ils ne peuvent pas en consommer à chaque repas (+2 points par rapport à 2018). En bas de l'échelle des revenus, ces chiffres atteignent respectivement 61 % (+8 points / 2018) et 57 %.

BEUCOUP SE SERRENT LA CEINTURE

Les privations sont aussi quantitatives : un Français sur quatre restreint les quantités dans son assiette et un sur sept saute des repas (14 %). En bas de l'échelle des revenus, ces chiffres sont de 46 % et de 38 %. Ce "rationnement" est particulièrement fort chez les personnes dont les revenus ont subi une baisse importante : 43 % d'entre elles déclarent se restreindre « *souvent* » ou « *parfois* » sur la quantité des aliments consommés. Parallèlement, les femmes et les jeunes sont les deux groupes qui se restreignent le plus, tant sur la qualité que sur la quantité des aliments consommés.

De tels rationnements recoupent les observations des bénévoles et posent des problèmes de santé publique (obésité, diabète etc.). De début-mars à la mi-avril, le Secours populaire a assuré en urgence l'alimentation de 1,3 million de personnes, venues parfois après plusieurs jours de jeûne. « *Tant qu'on a pu tenir, on a tenu, raconte Gérard, à la retraite après avoir livré pendant 46 ans des carcasses de viande. Le matin, avant d'aller « la gorge nouée » au Secours populaire pour la première fois de sa vie, sa femme et lui avaient mangé les « derniers morceaux de pains qu'on avait congelés* ». Il n'y avait alors « *plus rien dans les tiroirs* » ni « *plus rien au frais* », témoigne-t-il au nom des milliers et des milliers de gens qui ont traversé cette épreuve : le Secours populaire a accueilli 45 % de personnes en plus. Une

vague qui a continué pendant l'été.

TOUJOURS PLUS INQUIETS

« *Ce quotidien difficile se double d'une inquiétude forte en ce qui concerne l'avenir, pour soi mais aussi et surtout pour ses enfants* », souligne Amandine Lama, l'une des auteures de l'étude chez Ipsos : 57 % des Français ont craint de basculer dans la précarité, à un moment de leur vie. Ce niveau est supérieur de 3 points à celui enregistré en 2019. Il est en constante augmentation depuis 2007 (+12 points). Les craintes sont encore plus fortes sur l'avenir des générations les plus jeunes : 81 % des personnes interrogées considèrent que le risque de pauvreté est plus élevé encore pour leurs enfants que pour eux-mêmes. Cette inquiétude a sans doute été réactivée par la fermeture des écoles : 44 % des parents d'enfants scolarisés pensent que leurs enfants ont pris du retard à cette occasion, jugé « *irratrapable* » dans 15 % des cas.

La crainte de voir ses enfants décrocher à l'école est particulièrement présente chez les ouvriers : 25 % pensent que leurs garçons et leurs filles ont pris un retard qu'il leur sera très difficile, voire impossible, à rattraper. Ceci reflète les fortes différences d'habitat, d'équipement informatique, d'infrastructures numériques à proximité, voire d'abonnement à Internet, de maîtrise de cet outil ou encore de diplômes. Pour s'en tenir au critère de l'équipement, près d'un quart des Français (23 %) ne possède ni ordinateur personnel ni tablette, et un sur cinq ne dispose pas d'abonnement internet, selon l'Insee. Judith, qui vit à Angoulême avec ses quatre enfants, décrit cette quadrature du cercle moderne : « *Avec le RSA, les ordinateurs sont hors budget. Pour suivre les devoirs de mes enfants et garder le contact avec les professeurs, j'ai dû constamment me débrouiller* », plutôt que d'avoir à appuyer sur un simple bouton.

Une éclaircie, pour finir : plus des deux tiers des personnes interrogées se disent prêtes à s'impliquer auprès des personnes confrontées à la pauvreté, en particulier 78 % des 16-24 ans. Un élan de solidarité qui s'est en partie matérialisé par l'arrivée de 5 000 bénévoles au Secours populaire dès le début du confinement.

L'ensemble des résultats du baromètre et du sondage Ipsos / Secours populaire 2020 a été rendu public le 30 septembre au matin lors d'une conférence de presse au MAIF Social Club, à Paris, mis gracieusement à disposition.

Vous pouvez consulter tous les résultats de l'enquête, grâce au fichier joint plus bas.

(*) Enquête réalisée par Ipsos par téléphone les 4 et 5 septembre 2020 sur un échantillon représentatif de 1002 Français âgés de 16 ans et plus.

Voir en ligne : [Consulter le rapport sur le site du Secours populaire](#)

URL source: <https://fondationjeanrodhain.org/barometre-ipsos-secours-populaire-la-precarite-depuis-la-covid-19>